

**Matière: Histoire - Rubrique: Histoire contemporaine**

**Chapitre: Conflits au Proche-Orient**

**Auteur: Eliezer Schilt - Classe: 1<sup>e</sup> ou Terminale**

**Thème: Guerres et paix**

### CORPUS DOCUMENTAIRE

#### Documents introductifs:

Photographie de la Déclaration d'Indépendance de l'Etat d'Israël prononcée par David Ben Gourion le 14 mai 1948 à Tel-Aviv dans l'enceinte du vieux musée d'Art de la rue Rothschild



**Photographie de Palestiniens quittant leur foyer pendant la guerre d'Indépendance (1948-1949) en Galilée:**



(Cliché pris par Fred Csasznik)

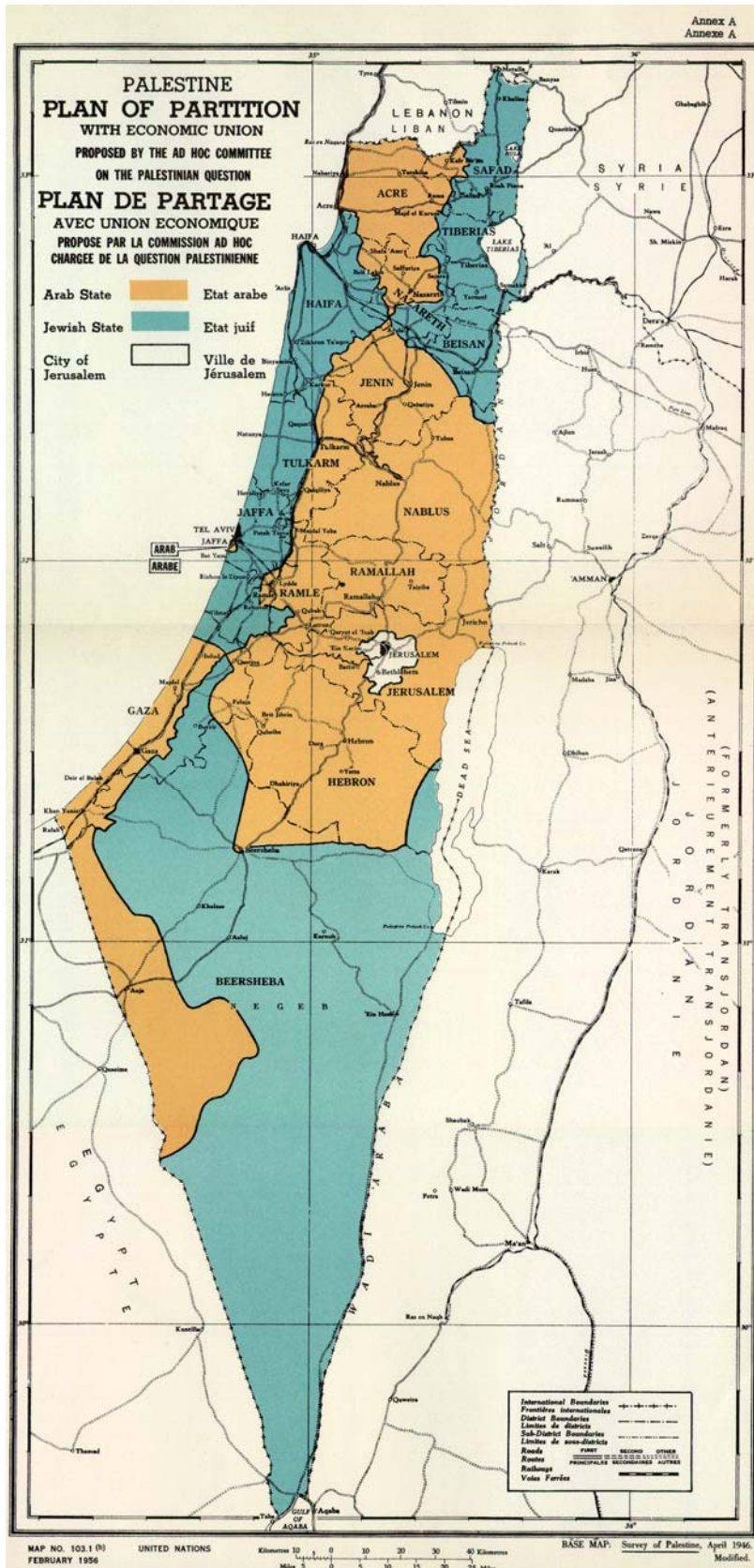
**Photographie de soldats arabes tirant sur des soldats israéliens en 1948:**



(cliché AFP Photo)

**Corpus Documentaire 1:**

Carte du plan de partage voté par l'ONU le 29 novembre 1947 (reproduite du site de l'ONU consacré à la question israélo-arabe: [http://domino.un.org/maps/m0103\\_1b.qif](http://domino.un.org/maps/m0103_1b.qif))



Cartes issues de La Documentation Française, dans le numéro 28 de Questions internationales, 2007:



- |   |   |   |  |
|---|---|---|--|
|  | État d'Israël   |  | Administration militaire égyptienne à Gaza     |
|  | Annexion de la Cisjordanie par la Jordanie en 1950                                  |  | Jérusalem partagée entre Israël et la Jordanie |
|   |  |   | Pays arabes                                    |



Source : F. W. Putzger, Historischer Weltatlas, Cornelsen, Berlin, 1992.



**ANALYSE DE MOSHE DAYAN DANS SON LIVRE VIVRE AVEC LA BIBLE, 1980, P. 224-227:**

"De nos jours, comme au début de ce règne [du Roi David évoqué précédemment par l'auteur], les questions de frontières et de sécurité ont constitué le premier des soucis. Les limites initiales d'Israël résultèrent de la guerre d'Indépendance (1948-1949). Au terme des combats, l'on signa des armistices avec les Etats voisins. Les positions occupées par les armées d'Israël et les forces arabes au moment du cessez-le-feu déterminèrent les nouvelles frontières. La vieille ville de Jérusalem et les collines d'Hébron, qui étaient tombées entre les mains adverses, demeurèrent sous le contrôle des Arabes.

Le conflit suivant, la campagne de 1956 dans le Sinaï, débuta par la fermeture du détroit de Tiran et le blocus égyptien du trafic maritime du golfe d'Eilat. Ce duel ne mit aux prises qu'Israël et l'Egypte. Bien que les forces israéliennes se fussent emparées de Charm el-Cheikh, qui commande le détroit de Tiran, les frontières d'Israël

demeurèrent sans modification. Les Etats-Unis et l'URSS firent pression sur notre Etat, qui rendit les territoires conquis, et les forces de l'ONU devaient en échange assurer le passage des bateaux de commerce israélien.

Onze années après la campagne du Sinaï, la guerre des Six-Jours (1967) éclata à l'instigation de l'Egypte, qui fut ralliée par la Jordanie et la Syrie. Le blocus d'Eilat déclencha le conflit; les résultats furent importants. Israël conquiert la péninsule du Sinaï, la rive ouest du canal, la vieille ville de Jérusalem, les hauteurs du Golan. Les positions occupées à l'instant du cessez-le-feu par les forces en présence servirent à délimiter l'action des forces internationales chargées du contrôle. De même qu'à la suite de la guerre du Sinaï il n'y avait pas eu de négociations en vue de fixer les frontières d'une façon permanente, ce conflit ne donna lieu à aucun pourparler. Retirez-vous sur les positions initiales, disaient les Arabes, et Israël se refusait à ce retrait tant que des accords de paix ne seraient pas signés.

En 1973 éclata la guerre du Yom Kippour; l'Egypte et la Syrie passèrent à l'offensive. La Jordanie ne se joignit pas à ce conflit (quoique ses unités du plateau du Golan fussent sous le commandement syrien) et il n'y eut donc pas de rectification de frontières avec ce pays. Quelques changements, peu significatifs, furent apportés aux frontières entre Israël, d'une part, et l'Egypte et la Syrie, d'autre part. Après les hostilités, on signa des accords de "séparation" impliquant pour les Israéliens un retrait à vingt kilomètres à l'est du canal; mais le reste du Sinaï demeurait aux mains d'Israël. De même, du côté de la Syrie, la frontière ne fit l'objet que de retouches. Depuis plus de dix ans, les frontières d'Israël sont plus longues qu'elles ne l'ont jamais été.

Ces limites ne seront évidemment pas permanentes, mais il est logique de penser que les futures frontières seront déterminées dans le cadre de traités de paix signés avec les Etats voisins. Les Arabes se réconcilieront peut-être avec l'idée de l'existence de l'Etat d'Israël, en échange de la restitution des territoires que nous contrôlons actuellement.

S'il faut un jour tracer des séparations permanentes, Israël se trouvera confronté avec les problèmes qu'a connus le Roi David; si ces limites ne s'appliquent qu'aux territoires où se trouvent des colonies juives, la sécurité de l'Etat ne sera pas assurée. La guerre d'Indépendance a conduit à des limites qui ne donnaient à l'Etat d'Israël qu'une largeur de seize kilomètres entre Tel-Aviv et Hadera, c'est-à-dire la région la plus peuplée. De plus, à moins de monter un système de détection approprié sur les collines courant de Naplouse à Jérusalem, Israël ne disposerait d'aucun poste d'observation avancé permettant de repérer l'approche des avions ennemis.

Ce problème, David le résolut en soumettant à son pouvoir les royaumes voisins d'Edom, d'Ammon, de Moab ainsi que d'Assyrie. Ces territoires constituaient une ceinture de sécurité entourant les terroirs occupés par les tribus d'Israël. A notre époque, et après la guerre des Six-Jours, nous avons réussi à créer une zone de surveillance éloignée des villes les plus peuplées. Les habitants de cette bande ne sont pas nos vassaux et les terres relèvent du statut de "territoires occupés". La guerre du Yom Kippour a prouvé toute l'importance que peuvent prendre ces routes stratégiques pour notre sécurité. (...)

J'ai pris part aux négociations avec le roi Abdullah de Jordanie après la guerre d'Indépendance, en 1949, ou avec ses représentants. J'ai signé pour Israël l'accord d'armistice avec le royaume hachémite. Après la guerre du Sinaï, du temps où j'étais chef d'état-major, j'ai suivi indirectement nos négociations avec les Egyptiens. Tant dans la guerre du Yom Kippour que dans celle des Six-Jours, le ministre de la Guerre que j'étais faisait partie de l'équipe gouvernementale qui décidait du cessez-le-feu et de la ligne de séparation des forces israéliennes et de celles de nos voisins de l'est, du sud et du nord (la Jordanie, l'Egypte, la Syrie).

J'ai passé des journées à préparer, avec les commandants de nos armées, le tracé des futures limites de l'Etat d'Israël; nous réfléchissions aux considérations militaires et politiques, à la séparation des zones entre Arabes et juifs, aux lignes de fortification, aux postes d'observation, aux passages à emprunter à travers le désert. Lorsque le soir tombant l'hélicoptère me ramenait chez moi, ces réflexions s'effaçaient. Sous l'appareil défilaient des terres que juifs et Arabes voulaient sans démarcation; villes, villages, champs et jardins formaient une terre, limitée à l'est par le Jourdain, à l'ouest par la Méditerranée, dominée au nord par les cimes neigeuses du mont Hermon et fermée au sud par des déserts; ce n'était qu'une terre, la terre d'Israël."

**ANALYSE DU ROI JORDANIEN, HUSSEIN, DANS SON LIVRE, MA "GUERRE" AVEC ISRAËL, 1968, P. 11-12, P. 14-16 PUIS P. 207-212:**

"Du jour où les forces des Nations Unies se sont retirées de Gaza, j'ai aussitôt pressenti les conséquences qu'une telle décision impliquait. Pour moi, c'était flagrant: une guerre avec Israël devenait inévitable.

En premier lieu, les Israéliens s'évertuaient à créer une situation identique à celle qui précéda le conflit de 1956. Ils donnaient une large publicité aux raids des commandos arabes que, très adroitement, ils exploitaient, grâce à une propagande judicieusement orchestrée, destinée à gagner la sympathie du monde entier.

En deuxième lieu, la position arabe, elle, ne présentait rien de particulièrement satisfaisant. Pour ne citer que quelques exemples pris parmi beaucoup d'autres, il suffit de remémorer:

L'agression israélienne à Samoa en novembre 1966,

La détérioration de la situation sur la ligne d'armistice syrienne qui atteint son paroxysme le 7 avril 1967, lors de l'engagement aérien provoqué par une incursion de l'aviation israélienne dans le ciel syrien. (Bilan de cette nouvelle agression: 6 Mig syriens abattus en une heure).

N'oublions pas les déclarations d'Eshkol et d'autres dirigeants israéliens qui menacent d'attaquer et même d'occuper les positions syriennes si Damas s'obstine à soutenir les commandos de l'O. L. P."

"Le point de vue israélien tend à prouver que, à la suite des événements de 1948, les Palestiniens ont perdu leur identité nationale puisqu'ils ont la ressource d'obtenir la nationalité jordanienne. Or, contrairement à ce qu'affirme Tel-Aviv, le problème n'est pas résolu pour cela, du fait que les Palestiniens n'ont jamais renoncé à leur droit, selon la résolution des Nations Unies. (...) Nous avons mis tout en œuvre pour qu'un tiers de la population palestinienne devienne, avec les Jordaniens, un seul peuple, de la rive ouest du Jourdain à la rive est. En Jordanie, les Palestiniens peuvent, sans aucune restriction, à leur simple demande, acquérir la citoyenneté jordanienne, avec des droits égaux, identiques à ceux de n'importe quel citoyen jordanien, et cela, dans tous les domaines: civil, politique, militaire, etc.

Ce n'est nullement le cas dans les autres pays arabes, qui se contentent d'ouvrir leur porte, aux Palestiniens, mais seulement en tant que réfugiés, ne disposant d'aucune prérogative si ce n'est celle de vivre dans des camps en attendant que les choses s'arrangent. C'est pourquoi, désirant, à tout prix, préserver cette intégration que nous avons réalisée non sans difficulté, nous exigeons que l'OLP collabore sans heurts avec nous, c'est-à-dire qu'elle s'abstienne de tout prétexte de nature à semer la discorde entre nous."

"Plus d'un an après la guerre ou prétendue guerre de juin 1967, quoi? Rien. Il n'y a toujours pas la paix au Moyen-Orient. (...) Car, au Moyen-Orient, il ne s'agit plus de remporter des victoires, mais de gagner la paix, politiquement, pour arriver à la paix

véritable dans les cœurs et les esprits. Et pour cela, il faut résoudre le problème palestinien même, avant qu'il ne soit trop tard. Cela concerne non seulement les Palestiniens, les Arabes et les Israéliens, mais aussi le monde entier. Lors du conflit de juin 1967, les Deux Grands ont réussi à ne pas s'y laisser embrigader. Et pourtant, il s'en est fallu de peu: un malentendu, une erreur, une provocation ou un quiproquo. Dans un quatrième round entre Israéliens et Arabes auquel les deux antagonistes inévitablement se préparent, en sera-t-il encore ainsi? Un nouveau Sirhan ne risque-t-il pas de surgir et mettre le feu aux poudres comme un autre assassinat, à Sarajevo, avait déclenché la Première Guerre mondiale? (...) Les Arabes palestiniens frustrés, enfoncés dans leur détresse, souffrent et choisissent la voie du désespoir (la guérilla) parce qu'ils n'ont pas pu obtenir, depuis vingt ans, qu'on leur rende justice. Voulant retrouver une identité nationale, ils risquent de placer aujourd'hui la question dans un autre contexte [*assassinat de Robert Kennedy. Rapt du Boeing israélien d'El Al, le 23 juillet 1968, dans le ciel italien*], débordant celui du conflit entre Israël et ses voisins arabes qui, tout compte fait, - en dehors de la Jordanie- ne sont pas personnellement touchés par leur problème. Il serait normal d'irriguer les déserts du Moyen-Orient avec de l'eau de mer dessalée qu'avec du sang arabe ou israélien, israélien ou arabe."

### **Corpus Documentaire 2:**

#### **EXTRAIT DU DISCOURS D'INVESTITURE DE DAVID BEN GOURION LE 3 NOVEMBRE 1955 LORSQU'IL FORME SON DEUXIEME GOUVERNEMENT:**

"Pour éviter les dangers de la situation présente, je me suis préparé à rencontrer le premier ministre égyptien et tout autre leader arabe à la première opportunité, dans le but d'obtenir un accord réciproque sans conditions préalables. Le gouvernement d'Israël est préparé à faire la paix et à établir une coopération politique, économique et culturelle avec ses voisins, sur la base d'une longue durée. Sur l'autre partie n'est pas encore prête pour cela, nous sommes préparés à conclure un accord plus limité: l'adhésion garantissant les accords d'armistice, la prévention réciproque d'attaques, la cessation de toute hostilité, boycott et blocus et le maintien de la liberté de circulation."

#### **EXTRAIT DE LA DECLARATION DE MENAHEM BEGIN A LA KNESSET LE 20 NOVEMBRE 1977:**

"Je souhaite la bienvenue au président de l'Egypte à l'occasion de sa visite dans notre pays et à sa participation à cette session de la Knesset. Le temps du vol entre Le Caire et Jérusalem est court, mais la distance entre Le Caire et Jérusalem était, jusqu'à la nuit dernière, presque illimitée.

Mais le Président Sadate a franchi la distance courageusement. Nous, les juifs, savons comment apprécier un tel courage et nous saurons l'apprécier (...). Ce petit peuple, le résidu du peuple juif, qui est revenu dans notre patrie historique, a toujours voulu la paix, et quand à l'aube de notre liberté, le 14 mai 1948, 4 Iyyar 5708, fut prononcée la Déclaration d'Indépendance comme acte constitutif de notre indépendance, David Ben Gourion dit que "*nous demandons la paix pour tous nos pays voisins, pour tous les peuples de ces pays, que nous invitons à coopérer ensemble, avec le peuple juif, indépendant dans son propre pays.*"

#### **EXTRAIT DE LA DECLARATION DU PRESIDENT EGYPTIEN ANOUAR EL SADATE A LA KNESSET LE 20 NOVEMBRE 1977:**

"Qu'est-ce que la paix pour Israël? Cela veut dire qu'Israël vive dans la région avec ses voisins arabes en totale sécurité. A une telle logique, je dis oui. Cela veut dire qu'Israël vive dans ses frontières, sécurisées contre toute agression. A une telle logique, je dis oui. Cela veut dire qu'Israël obtienne toutes les garanties qui lui assurent ces deux facteurs. A cette demande, je dis oui. Plus que cela, nous déclarons que nous

acceptons toutes les garanties internationales que vous envisagez et acceptez, nous déclarons que nous acceptons toutes les garanties que vous voulez des deux grandes superpuissances ou de toute autre puissance. Encore une fois, je déclare clairement et de manière irrévocable que nous sommes d'accord pour toutes les garanties que vous acceptez car en retour nous obtiendrons les mêmes garanties. En résumé, quand nous nous questionnons pour savoir ce qu'est la paix pour Israël, la réponse doit être qu'Israël vive à l'intérieur de ses frontières, avec ses voisins arabes en totale sécurité, comprenant tout le réseau de garanties qu'il accepte et qui lui sont offertes par les autres parties. Mais, comment cela peut-il être conclu? Comme pouvons-nous atteindre ces conclusions qui nous mèneraient à une paix durable, basée sur la justice?

Il y a des faits qui doivent être affrontés avec courage et clairvoyance. Il y a des territoires arabes qu'Israël a occupés et occupe encore par la force armée. Nous insistons sur un retrait complet de ces territoires, y compris de la Jérusalem arabe.

Je suis venu à Jérusalem comme la Cité de la Paix dans laquelle on pourra toujours voir comme une incarnation de la coexistence entre les croyants des trois religions. Il est inadmissible que quiconque puisse concevoir le statut spécial de la ville de Jérusalem comme faisant partie intégrante d'un projet d'annexion ou d'expansionnisme, mais qu'elle puisse être une cité libre et ouverte pour tous les croyants."

**LETTRE DE YASSER ARAFAT, PRESIDENT DE L'OLP A YITZHAK RABIN, LE 9 SEPTEMBRE 1993 (REPRODUITE DANS LE LIVRE DE SHIMON PERES, OP. CIT., P. 442 EN ANNEXE III):**

"Le 9 septembre 1993

Monsieur le Premier Ministre [israélien, Yitzhak Rabin],

La signature de la Déclaration de principes marque une nouvelle ère dans l'histoire du Proche-Orient. Dans cette ferme conviction, je voudrais confirmer les engagements suivants de l'OLP:

L'OLP reconnaît le droit de l'Etat d'Israël à vivre en paix et dans la sécurité.

L'OLP accepte les résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations unies.

L'OLP s'engage dans le processus de paix du Proche-Orient et dans une résolution pacifique du conflit entre les deux parties et déclare que toutes les questions en suspens liées au statut permanent seront résolues par la négociation.

L'OLP considère que la signature de la Déclaration de principes constitue un événement historique inaugurant une époque nouvelle de coexistence pacifique, sans violence et sans autre acte qui pourrait mettre en danger la paix et la stabilité.

Ainsi, l'OLP renonce à recourir au terrorisme et à tout autre acte de violence et assumera la responsabilité sur l'ensemble des éléments et personnels de l'OLP, afin d'assurer le respect (de cet engagement), à en prévenir les violations et à prendre des mesures disciplinaires contre les contrevenants.

Dans la perspective d'une ère nouvelle et de la signature de la Déclaration de principes, dans le cadre de l'acceptation palestinienne des résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité, l'OLP affirme que les articles et les points de la Charte palestinienne qui nient le droit d'Israël à exister, ainsi que les points de la Charte qui sont en contradiction avec les engagements de cette lettre sont désormais inopérants et non valides.

En conséquence, l'OLP va soumettre à l'approbation formelle du Conseil national Palestinien (CNP-Parlement en exil) les modifications nécessaires dans la Charte palestinienne.

Sincèrement, Yasser Arafat, président de l'OLP."

### **Corpus documentaire 3:**

#### **EXTRAIT DES MEMOIRES DE SHIMON PERES, OP. CIT., 1995, P. 11-10:**

"Dès ses débuts, l'Etat d'Israël a monopolisé une part disproportionnée de l'attention du monde. Malgré ses dimensions modestes, les statistiques des Nations Unies le placent au troisième rang des pays alimentant les nouvelles internationales, seulement dépassé par les Etats-Unis et la Communauté des Etats indépendants [*qui fait suite à la feue URSS autour de la Fédération de Russie après 1991*]. C'est qu'Israël est jugé non d'après sa taille, mais d'après son caractère unique. Né en dépit de circonstances adverses, il survit en dépit de circonstances adverses. Il a toujours existé en tant que réalité dérangeante d'une part et en tant que rêve audacieux d'autre part.

La réalité, elle, a été rude: Israël est un petit territoire désolé. Le "Grand Israël", c'est-à-dire toute la Palestine occidentale, ne couvre que 24 000 kilomètres carrés et dans ses frontières d'avant 1967, sa superficie n'était que de 16 000 kilomètres carrés. De plus, la pénurie d'eau est chronique. Si le Jourdain est célèbre, ce n'est certainement pas pour son débit (en fait, ce n'est qu'un ruisseau sinueux) et le lac de Tibériade est un lac aux caprices inquiétants: à la moindre menace de sécheresse, son niveau baisse désastreusement.

La moitié du pays – le Néguev, au sud – est un désert. Le nord, plus fertile, était infesté par la malaria quand les premiers pionniers sionistes ont essayé de s'y installer. Aujourd'hui, un siècle plus tard, il chancelle sous les effets écologiques funestes d'un excès de drainage, d'irrigation et de mise en culture.

Mais il n'y eut pas que la terre et les éléments qui se ligèrent pour résister aux rêveurs juifs venus s'installer ici: les populations de la région firent aussi le maximum d'efforts pour les chasser. Les Etats arabes et les habitants arabes de la Palestine s'efforcèrent d'empêcher la création d'un Etat juif, l'attaquèrent dès sa naissance et refusèrent ensuite pendant des décennies d'accepter son existence."